

COUR ADMINISTRATIVE

Numéro 44357C du rôle
Inscrit le 10 avril 2020

Audience publique du 16 avril 2020

**Appel formé par
Monsieur, alias,
alias,
contre un jugement du tribunal administratif du 8 avril 2020
(n° 44337 du rôle) ayant statué sur son recours
contre une décision du ministre de l'Immigration et de l'Asile
en matière de rétention administrative (art. 120 L. 29.08.2008)**

Vu la requête d'appel inscrite sous le numéro 44357C du rôle et déposée au greffe de la Cour administrative le 10 avril 2020 par Maître Nour E. HELLAL, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur, né le ... à ... (Maroc), de nationalité marocaine, actuellement retenu au Centre de rétention au ..., dirigée contre le jugement du 8 avril 2020 (n° 44337 du rôle) par lequel le tribunal administratif du Grand-Duché de Luxembourg a déclaré non fondé son recours en réformation dirigé contre une décision du ministre de l'Immigration et de l'Asile du 17 mars 2020 ordonnant la prorogation de son placement au Centre de rétention pour une durée d'un mois à partir de sa notification;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 14 avril 2020 par Madame le délégué du gouvernement Christiane MARTIN;

Vu les pièces versées en cause et notamment le jugement dont appel;

Le rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Nour E. HELLAL et Madame le délégué du gouvernement Christiane MARTIN en leurs plaidoiries à l'audience publique de ce jour.

Le 17 juillet 2017, Monsieur, prétendant, à cette date, être mineur, se nommer et être né en Algérie, introduisit auprès du ministère des Affaires étrangères et européennes, direction de l'Immigration, ci-après désigné par le « *ministère* », une première demande de protection internationale conformément à la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire, ci-après désignée par la « *loi du 18 décembre 2015* ».

Le même jour, il fut convoqué à un examen médical pour le 8 août 2017 dans le cadre d'une procédure médico-légale en vue de la détermination de son âge.

Il ressort du relevé journalier du Centre pénitentiaire de Luxembourg du 1^{er} août 2017 que Monsieur ... fut placé en détention préventive le même jour pour vol simple.

Il se dégage encore d'un relevé journalier du Centre pénitentiaire de Luxembourg du 15 février 2018, que Monsieur ... fut libéré à cette même date.

Le 22 mars 2018, il fut entendu par un agent du ministère sur sa situation et sur les motifs se trouvant à la base de sa demande de protection internationale.

Par décision du 18 mai 2018, notifiée à l'intéressé par lettre recommandée envoyée le 20 août 2018, le ministre de l'Immigration et de l'Asile, ci-après désigné par le « *ministre* », refusa de faire droit à la demande de protection internationale de Monsieur

Le 4 juillet 2018, les autorités compétentes autrichiennes s'adressèrent à leurs homologues luxembourgeois dans le cadre de l'article 34, paragraphe (2), du règlement (UE) n° 604/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 établissant les critères et mécanismes de détermination de l'Etat membre responsable de l'examen d'une demande de protection internationale introduite dans l'un des Etats membres par un ressortissant de pays tiers ou un apatride, dit « *règlement Dublin III* », afin de solliciter des informations relatives à Monsieur ..., déclaré en Autriche sous le nom de, né le ... et de nationalité libyenne.

En date du 12 août 2019, Monsieur ..., affirmant cette fois être né le ... à ... au Maroc, introduisit une deuxième demande de protection internationale auprès du ministère.

Le 19 août 2019, il fut entendu par un agent du ministère sur sa situation et sur les motifs se trouvant à la base de sa deuxième demande de protection internationale.

Par décision du 22 août 2019, notifiée en mains propres à l'intéressé en date du 4 septembre 2019, le ministre déclara la deuxième demande de protection internationale de Monsieur ... irrecevable.

Le 8 novembre 2019, les autorités compétentes allemandes adressèrent une demande de reprise en charge de Monsieur ... sur base de l'article 18, paragraphe (1), point b), du règlement Dublin III, aux autorités luxembourgeoises, demande qui fut acceptée par ces dernières par courrier électronique du 14 novembre 2019.

Par courrier électronique du 15 novembre 2019, les autorités allemandes informèrent leurs homologues luxembourgeois de l'impossibilité du transfert de Monsieur ..., étant donné que celui-ci avait entretemps disparu.

Le 18 novembre 2019, les autorités luxembourgeoises se sont encore vues adresser une demande de reprise en charge sur base de l'article 18, paragraphe (1), point b), respectivement de l'article 24 du règlement Dublin III de Monsieur ... par les autorités autrichiennes, ces dernières ayant encore précisé que la recherche via Interpol sur l'identité de celui-ci aurait révélé que sa vraie identité serait celle de, né le ..., de nationalité marocaine.

Cette demande de reprise en charge fut acceptée par les autorités luxembourgeoises en date du 19 novembre 2019.

Par courrier électronique du 27 novembre 2019, les autorités autrichiennes informèrent leurs homologues luxembourgeois que le transfert de Monsieur ... allait avoir lieu le 19 décembre 2019.

Par arrêté ministériel du 17 décembre 2019, notifié à l'intéressé le 19 décembre 2019, le ministre prononça une interdiction d'entrée sur le territoire de trois ans à l'encontre de Monsieur

Par arrêté ministériel du même jour, également notifié à l'intéressée le 19 décembre 2019, le ministre ordonna le placement de Monsieur ... au Centre de rétention pour une durée d'un mois à compter de sa notification, arrêté basé sur les motifs et considérations suivants:

« (...) Vu les articles 111, 120 à 123 et 125 (1) de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration ;

Vu la loi modifiée du 28 mai 2009 concernant le Centre de rétention ;

Vu ma décision de retour du 18 mai 2018 ;

Vu mon interdiction d'entrée sur le territoire de trois ans du 17 décembre 2019 ;

Attendu que l'intéressé est dépourvu de tout document d'identité et de voyage valable ;

Attendu que l'identité de l'intéressé n'est pas établie ;

Attendu qu'il existe un risque de fuite dans le chef de l'intéressé, alors qu'il ne dispose pas d'une adresse au Grand-Duché de Luxembourg ;

Attendu par conséquent que les mesures moins coercitives telles qu'elles sont prévues par l'article 125, paragraphe (1), points a), b) et c) de la loi modifiée du 29 août 2008 précitée ne sauraient être efficacement appliquées ;

Considérant que les démarches nécessaires en vue de l'éloignement de l'intéressé seront engagées dans les plus brefs délais ;

Considérant que l'exécution de la mesure d'éloignement est subordonnée au résultat de ces démarches ; (...) ».

Par deux arrêtés successifs du 16 janvier 2020 et du 14 février 2020, notifiés à l'intéressé le 17 janvier 2020, respectivement le 19 février 2020, le ministre prorogea le placement au Centre de rétention de celui-ci à chaque fois pour une durée d'un mois à partir de la notification.

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 25 février 2020, Monsieur ... fit introduire un recours tendant principalement à la réformation et subsidiairement à l'annulation de la décision du ministre du 14 février 2020 ayant prorogé son placement au Centre de rétention, recours qui fut rejeté par jugement du tribunal administratif du 4 mars 2020, inscrit sous le numéro 44196 du rôle.

Par un arrêté du 17 mars 2020, notifié à l'intéressé le 19 mars 2020, le ministre prorogea une nouvelle fois le placement au Centre de rétention de Monsieur ... pour une durée d'un mois à partir de la notification, ledit arrêté étant libellé comme suit :

« (...) Vu les articles 111 et 120 à 123 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration ;

Vu la loi modifiée du 28 mai 2009 concernant le Centre de rétention ;

Vu mes arrêtés des 17 décembre 2019, 16 janvier 2020 et 14 février 2020, notifiés le 19 décembre 2019, le 17 janvier 2020 avec effet au 19 janvier 2020 et le 19 février 2020, décidant de soumettre l'intéressé à une mesure de placement ;

Attendu que les motifs à la base de la mesure de placement du 17 décembre 2019 subsistent dans le chef de l'intéressé ;

Considérant que toutes les diligences en vue de l'identification de l'intéressé afin de permettre son éloignement ont été entreprises auprès des autorités compétentes ;

Considérant que l'intéressé a été identifié par les autorités marocaines en date du 21 février 2020 ;

Considérant que l'éloignement de l'intéressé sera organisé dans les plus brefs délais ;

Considérant qu'il y a lieu de maintenir la mesure de placement afin de garantir l'exécution de la mesure de l'éloignement ; (...) ».

Le 31 mars 2020, Monsieur ... saisit le tribunal administratif d'un recours tendant principalement à la réformation et subsidiairement à l'annulation de la décision ministérielle précitée du 17 mars 2020.

Par jugement du 8 avril 2020, le tribunal administratif le déboute de ce recours pour manquer de fondement.

Par requête d'appel déposée au greffe de la Cour administrative le 10 avril 2020, Monsieur ... a fait régulièrement entreprendre le jugement précité du 8 avril 2020 dont il sollicite la réformation afin de voir réformer la décision ministérielle entreprise du 17 mars 2020 et de voir ordonner sa mise en liberté immédiate.

L'appelant reproche à la décision ministérielle entreprise de contrevenir à l'article 120 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, ci-après dénommée la « loi du 29 août 2008 », au motif que les autorités luxembourgeoises n'auraient pas entreprises des démarches suffisamment diligentes pour écourter sa période de rétention et parce que la procédure d'éloignement ne pourrait tout simplement pas être menée à son terme, dès lors que la plupart des frontières seraient fermées pour une durée indéterminée à cause de la crise sanitaire du COVID-19.

Le délégué du gouvernement conclut en substance au rejet de l'appel pour manquer de fondement.

Le litige sous examen est légalement cadré par l'article 120 de la loi du 29 août 2008, en ce qu'il dispose en son paragraphe 1^{er} qu'« afin de préparer l'exécution d'une mesure d'éloignement en application des articles 111, 116 à 118 (...), l'étranger peut, sur décision du ministre, être placé en rétention dans une structure fermée, à moins que d'autres mesures moins coercitives telles que prévues à l'article 125, paragraphe (1), ne puissent être efficacement appliquées. Une décision de placement en rétention est prise contre l'étranger en particulier s'il existe un risque de fuite ou si la personne concernée évite ou empêche la préparation du retour ou de la procédure d'éloignement. (...) », précisant en son troisième paragraphe que « la durée de la rétention est fixée à un mois. La rétention ne peut être maintenue qu'aussi longtemps que le dispositif d'éloignement est en cours et exécuté avec toute la diligence requise. Elle peut être reconduite par le ministre à trois reprises, chaque

fois pour la durée d'un mois si les conditions énoncées au paragraphe (1) qui précède sont réunies et qu'il est nécessaire de garantir que l'éloignement puisse être mené à bien. (...) ».

C'est à bon droit que les premiers juges en ont déduit que la loi permet ainsi au ministre, afin de préparer l'exécution d'une mesure d'éloignement, de placer l'étranger concerné en rétention dans une structure fermée pour une durée maximale d'un mois, ceci plus particulièrement s'il existe un risque de fuite ou si la personne concernée évite ou empêche la préparation du retour ou de la procédure d'éloignement. En effet, la préparation de l'exécution d'une mesure d'éloignement nécessite en premier lieu l'identification de l'intéressé, s'il ne dispose pas de documents d'identité valables, et la mise à disposition de documents d'identité et de voyage valables, lorsque l'intéressé ne dispose pas des documents requis pour permettre son éloignement et que des démarches doivent être entamées auprès d'autorités étrangères notamment en vue de l'obtention d'un accord de reprise en charge ou de réadmission de l'intéressé. Elle nécessite encore l'organisation matérielle du retour, en ce sens qu'un moyen de transport doit être choisi et que, le cas échéant, une escorte doit être organisée. C'est précisément afin de permettre à l'autorité compétente d'accomplir ces formalités que le législateur a prévu la possibilité de placer un étranger en situation irrégulière en rétention pour une durée maximale d'un mois, mesure qui peut être prorogée par la suite.

Le maintien de la rétention est cependant conditionné par le fait que le dispositif d'éloignement soit en cours et soit exécuté avec toute la diligence requise, impliquant plus particulièrement que le ministre est dans l'obligation d'entreprendre toutes les démarches requises pour exécuter l'éloignement dans les meilleurs délais.

Si, en l'espèce, la situation de séjour illégal de l'appelant est constante, de même que l'absence de documents d'identité et de voyage valables, ou un quelconque titre de séjour, de sorte qu'en vertu de l'article 111, paragraphe (3), point c), de la loi du 29 août 2008, un risque de fuite est présumé dans son chef, l'appelant invoque un défaut de diligences de la part des autorités luxembourgeoises et il s'empare de la crise sanitaire du COVID-19 pour soutenir que la procédure d'éloignement ne pourrait tout simplement pas être menée à son terme, et que sa rétention dégénérerait en une peine privative de liberté.

La Cour se doit de constater de prime abord que s'il est vrai qu'en raison de la situation sanitaire due à la propagation rapide du COVID-19, bon nombre de vols internationaux sont temporairement suspendus, cela ne signifie pas qu'il faille en dégager la preuve de ce qu'aucune perspective d'éloignement d'un étranger en séjour irrégulier n'existe plus. Ces suspensions, à vérifier au cas par cas, sont éminemment temporaires et ont vocation à être levées, au regard des informations actuellement disponibles, à moyen terme.

Ainsi, en ce qui concerne plus concrètement les vols à destination du Maroc, s'ils est vrai que les frontières aériennes et maritimes ont été fermées par les autorités marocaines, la suspension des liaisons aériennes à destination du Maroc n'appartient que temporaire, étant précisé que d'après les informations plausibles de la partie étatique, la reprise des vols serait prévue pour fin avril, voire début mai 2020.

C'est partant à bon escient que les premiers juges ont retenu qu'à ce stade et en l'état actuel du dossier, lequel reste inchangé au jour où la Cour est appelée à se prononcer, il n'est point exclu, que le rapatriement de l'appelant puisse être mené à bon terme dans le délai maximum légalement autorisé.

Ceci dit, quant aux diligences concrètement déployées par les autorités luxembourgeoises, les premiers juges ont relevé à juste titre que dès le lendemain du placement en rétention de l'appelant, en date du 20 décembre 2019, le ministre s'est adressé au Consulat général du Royaume de Maroc à Liège, en vue de l'identification de l'intéressé, courrier qui a dû faire l'objet de plusieurs rappels en date des 10 et 23 janvier, ainsi que 6 février 2020, ledit Consulat ayant répondu, par courrier du 21 février 2020, que l'appelant a pu être identifié comme étant, né le ... à ..., d'une part, et que le service de police judiciaire, section criminalité organisée - police des étrangers, a été chargé dès le 24 février 2020, d'organiser le départ de l'appelant, d'autre part.

Il s'y ajoute que l'éloignement de l'appelant est actuellement prévu pour intervenir le 19 mai 2020.

L'ensemble de ces démarches déployées concrètement par les autorités luxembourgeoises a, à bon escient, pu être qualifié, par les premiers juges, comme constituant des diligences suffisantes pour pourvoir à un éloignement rapide de l'intéressé.

Le moyen simplement suggéré, mais non soutenu et explicité effectivement en droit et en fait, relativement à un prétendu traitement différencié de l'appelant par rapport à d'autres retenus qui auraient pu bénéficier d'un « *élargissement* », n'est, dans les conditions données, pas à prendre en considération par la Cour.

Il s'ensuit que l'appel sous analyse est à rejeter comme étant non fondé.

Par ces motifs,

la Cour administrative, statuant à l'égard de toutes les parties en cause;

reçoit l'appel en la forme;

au fond, le déclare non justifié et en déboute;

partant, confirme le jugement entrepris du 8 avril 2020;

condamne l'appelant aux dépens de l'instance d'appel;

Ainsi délibéré et jugé par:

Henri CAMPILL, vice-président,
Serge SCHROEDER, premier conseiller,
Lynn SPIELMANN, conseiller,

et lu par le vice-président en l'audience publique à Luxembourg au local ordinaire des audiences de la Cour à la date indiquée en tête, en présence du greffier assumé de la Cour

s. ...

s. CAMPILL

Reproduction certifiée conforme à l'original
Luxembourg, le 16 avril 2020
Le greffier de la Cour administrative